



Contre le racisme venu d'en haut, l'union des travailleurs fait la force !

Qu'un Noir, Bally Bagayoko, soit élu maire d'une ville de plus de 100 000 habitants, Saint-Denis (93), parmi les plus pauvres de France (37 % des habitants sous le seuil de pauvreté...), et voilà que des égouts de l'extrême droite médiatique ressurgissent des tombereaux de merde raciste. « Famille des grands singes », « mâle dominant », « tribu primitive » : ce n'est pas des immigrés ou de leurs descendants français – eh oui, français ! – qu'ils parlent, c'est de leurs fantasmes réactionnaires de domination de la planète.

L'« élite » capitaliste, voilà la vraie racaille...

De prétendus « philosophes » de plateau et soi-disant « journalistes » se prennent pour des « rebelles », mais ils n'ont jamais vécu autrement qu'en larbins des riches. Ils jouent sur CNews aux porte-paroles du « bon peuple bien français », mais ils touchent pour leurs bons et loyaux services leur part de ce qui nous est extorqué par l'exploitation capitaliste. Ces minables expriment en fait la trouille de leur classe : la bourgeoisie.

Dans un passé pas si lointain, une majorité dans la classe capitaliste affectait d'être libérale, bien élevée, tolérante – le Macron en campagne au printemps 2017. Mais depuis une grosse décennie, trop de crises (climatique, économique, du vivant, des ressources, etc.) bouchent l'horizon. Alors le naturel revient au galop – tel Macron se révélant, une fois élu, brutal, fan de Pétain et de blagues racistes. Tout ce qui dénonce les oppressions est dénigré sous le label de « wokisme », tandis que l'écrivain raté Renaud Camus et son « grand remplacement » sont adulés par une fraction grandissante des classes dominantes.

... et Trump est son prophète

Aux États-Unis, les Elon Musk et autres Peter Thiel, milliardaire catholique intégriste et grand patron de la tech, ont porté Trump au pouvoir avec la mission de réaffirmer par tous les moyens l'hégémonie mondiale de l'impérialisme américain. D'où les bombardements sur l'Iran, ciblant maintenant non plus des bases militaires, mais les hôpitaux, les ponts, les centrales électriques... Trump a promis de le « ramener à l'âge de pierre ». Le voilà l'homme des cavernes, mâle en mal de domination ! Lui et les milliardaires dont il est le représentant comptent bien nous faire payer leurs guerres, en

faisant bondir les prix du pétrole et du gaz, c'est-à-dire la matière première de la majorité des produits industriels, sans parler du carburant de nos voitures.

L'unité de la classe ouvrière mondiale, voilà l'issue

Pour y parvenir, il leur faut renforcer le racisme par tous les moyens. Ce sont les rafles de l'ICE, la police anti-immigration militarisée de Trump, aux États-Unis. Chez nous, c'est la chasse aux sans-papiers, ces collègues de travail sans qui l'économie ne pourrait tourner, mais à qui les flics font raser les murs pour que les patrons les exploitent plus facilement. C'est aussi la campagne venimeuse qui prétend démasquer des « terroristes » derrière les soutiens du peuple palestinien.

Heureusement, nous sommes nombreux à refuser de tomber dans la division raciste dont le but ultime est de nous empêcher, nous travailleurs, d'unir nos forces. Le dernier week-end de mars, des centaines de milliers de Britanniques ont manifesté contre le racisme, tandis que 8 millions d'Américains défilaient contre Trump. Samedi 4 avril à Saint-Denis, nous étions des milliers à dire non au racisme. Ces manifestations montrent que l'issue est dans l'action collective.

Nous ne pourrions nous prémunir des crises qu'en les faisant payer aux responsables : les capitalistes. Il n'y aura pas de remède efficace à l'inflation sans grèves pour l'augmentation des salaires. Chaque hausse du gazole, des loyers ou de la nourriture doit être répercutée sur nos salaires et nos pensions ! Victorieux, nous ferons en retour reculer le racisme. Nous redonnerons tout son sens au vieux mot d'ordre « **Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !** »

Notés comme à l'école

A la suite des entretiens de performance, nos managers ont distribué les bons et les mauvais points. Cet outil est utilisé par la direction pour nous diviser entre nous. La méritocratie est une illusion, car c'est bien l'entreprise qui alloue les moyens pour parvenir aux objectifs. Si la prime qui est associée à cette note nous fait bien plaisir, elle ne comptera pas pour la retraite. Revendiquons de mettre toutes les primes dans nos salaires et les moyens nécessaires à l'accomplissement des objectifs.

TT : le règne de l'arbitraire

Dans les services administratifs, le télétravail est souvent vu comme un avantage, alors que depuis le Covid, c'est surtout un moyen pour l'employeur de ne pas perdre en productivité dès qu'il y a une galère (transports, météo, garde d'enfant, accident de travail, etc). Dans certains services, à défaut d'accord précis sur les conditions d'application, des règles surgissent pour limiter les jours en fonction des congés et des jours fériés. Il est urgent de nous donner les moyens de travailler, pas de les restreindre.

Projet de loi anti-fraude : la chasse aux pauvres continue

L'Assemblée nationale a adopté un amendement du Rassemblement national durcissant les sanctions contre la fraude aux prestations sociales. Il prévoit la suspension des allocations chômage en cas de suspicion sérieuse, voire la suppression de toutes les prestations sociales en cas de récidive. Par contre, les mêmes députés ont rejeté les propositions venues de gauche contre la fraude fiscale des entreprises et des particuliers fortunés. Toute une philosophie de classe.

À Pâques les chocolatiers font leur beurre... de cacao

À la veille du week-end pascal, où traditionnellement les achats de chocolat s'envolent, l'Union fédérale des consommateurs-Que Choisir a constaté une hausse moyenne de 4 % du prix des chocolats par rapport à la même date de l'an dernier, alors que le prix du cacao sur le marché international a été divisé par plus de trois depuis la fin 2024. Ce sont les grandes marques qui font leur beurre en achetant moins cher le produit de base mais en faisant grimper les prix de détail : + 4 % pour Nestlé, + 7 % pour Kinder et Lindt, + 8 % pour Milka et + 10 % pour Ferrero Rocher. En quatre ans l'inflation sur ce produit a grimpé en France de 35 %. En bout de chaîne,

ce sont bien évidemment les consommateurs qui sont chocolat !

Marseille : Alinea liquidée, 1200 salariés à la rue

Le tribunal des activités économiques a placé l'enseigne d'ameublement Alinea en liquidation judiciaire, entraînant le licenciement de près de 1200 salariés. Les 36 magasins de l'enseigne ont définitivement fermé leurs portes. Alinea appartient à la riche famille Mulliez, qui possède plus de 50 enseignes majeures du commerce hexagonal et international, dont Leroy Merlin, Decathlon, Auchan, Kiabi, Norauto, Boulanger, Weldom, Midas, etc. Sa fortune est estimée à 26 milliards d'euros. Le groupe n'aurait eu aucun problème à transférer le personnel d'Alinea dans d'autres enseignes en évitant les licenciements. Mais cela aurait risqué d'écorner ses bénéficiaires.

Précarité au travail : une situation qui ne cesse d'empirer

Alors que les négociations entre partenaires sociaux autour des contrats de travail temporaire piétinent, une étude de l'Unédic souligne leur explosion. Le travail temporaire, qu'il s'agisse de l'intérim ou des CDD, est devenu de loin majoritaire dans les nouvelles embauches. Sur 46,2 millions de contrats d'embauche, 21,1 millions sont des CDD, 20,7 millions concernent l'intérim et seuls 4,4 millions des contrats sont des CDI. Les jeunes sont les plus touchés : ils ne sont que 41,6 % à occuper un emploi permanent, contre près de 73 % pour l'ensemble de la population. Ce qui n'empêche pas le patronat de pousser des cris d'orfraie en dénonçant la rigidité du marché du travail. Et de rêver sans doute de l'époque bénie où l'embauche se faisait à la journée, le travail était payé à la pièce et où les salariés n'avaient aucun droit.

Contre la loi Yadan

Une pétition appelant les députés à voter contre le projet de loi présenté par Caroline Yadan a déjà recueilli plus de 200 000 signatures sur le site de l'Assemblée nationale. Si le texte est destiné officiellement à « lutter contre les formes renouvelées de l'antisémitisme » il vise en réalité à faire un amalgame malhonnête entre la haine contre les Juifs et l'opposition à la politique génocidaire de l'État d'Israël. Un projet de loi liberticide, visant à justifier une politique colonialiste et raciste à l'encontre du peuple palestinien. Une bonne occasion de rappeler que, si l'antisémitisme est un crime, l'antisionisme est un devoir.